



Arrêté Municipal
Temporaire n° PM 352/2024
Circulation alternée
Travaux sur réseau d'eau potable
2905 chemin d'Orgueil
du mardi 05 novembre 2024, 08h00, au mardi 19 novembre 2024, 17h30

Le Maire de FRONTON,

Vu la loi 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983 ;

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et suivants ;

Vu le Code de la route et notamment les articles L 411-1 à L411-7, R110-1 et suivants, R 411-5, R 411- 8, R411-25 à R411-28 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière – huitième partie – signalisation temporaire approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifiée et complétée ;

Vu le Code Général de la Propriété de la Personne Publique, notamment l'article L 3111-1 ;

Vu l'Arrêté Municipal de modification des limites d'agglomération sur les voies Départementales et Communales en date du 9 Juin 2011 ;

Vu la permission de voirie de la Communauté de Communes du Frontonnais n° 258, en date du 18 septembre 2024 ;

Vu la demande de l'entreprise **VEOLIA EAU TSA – 70011 – 69134 – DARDILLY CEDEX**, en date du **29 octobre 2024 ;**

Considérant que pour permettre **les travaux de branchement au réseau d'eau potable**, pour la sécurité des ouvriers et des usagers de la voie, il y a lieu de règlementer la circulation, en mettant en place un **alternat de circulation manuel, chemin d'Orgueil, à hauteur de n°2905**, hors agglomération, sur la commune de FRONTON, pendant toute la **durée des travaux ;**

ARRETE

ARTICLE 1

Afin de permettre à l'entreprise **VEOLIA EAU**, de réaliser **des travaux de branchement au réseau d'eau potable, chemin d'Orgueil, à hauteur du n°2905**, hors agglomération, sur la commune de FRONTON, la circulation sera réglementée comme défini à l'article 2 et 3 du présent arrêté.

ARTICLE 2

La circulation de tous les véhicules, **chemin d'Orgueil, à hauteur du n°2905**, sera **alternée manuellement**, elle sera précédée d'une signalisation d'approche, pendant toute la durée des travaux.

Ces dispositions entreront en vigueur à partir du **mardi 05 novembre 2024, 08h00** et resteront applicables jusqu'au **mardi 19 novembre 2024, 17h30**, date et heure auxquelles les conditions normales de circulation seront rétablies.

ARTICLE 3

La signalisation réglementaire, conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière, sera mise en place par l'entreprise **VEOLIA EAU**.

Les signaux en place seront déposés et les conditions normales de circulation rétablies dès lors que les motifs ayant conduit à leur mise en place (présence de personnels, d'engins ou d'obstacles) auront disparu.

Il en sera de même en cas d'achèvement des travaux avant les dates fixées à l'article 2 du présent arrêté.

ARTICLE 4

L'accès des propriétés riveraines sera constamment assuré.

ARTICLE 5

La signalisation réglementaire sera mise en place et entretenue par l'entreprise **VEOLIA EAU** chargée d'exécuter les travaux sous le contrôle de la Communauté de Communes du Frontonnais.

ARTICLE 6

Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 7

Le Chef de Service de la Police Municipale de Fronton, le Commandant de la Communauté de Brigade de Fronton et la Directrice Générale des Services, sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché en lieux accoutumés et sur site.

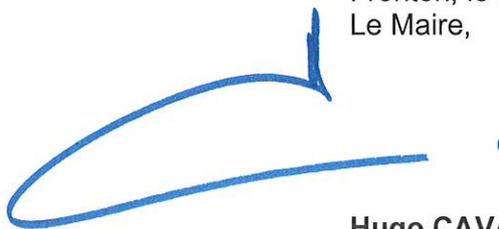
ARTICLE 8

Ampliation du présent arrêté sera adressée à :
Monsieur le commandant de la Brigade de Gendarmerie de Fronton.
Monsieur le commandant des Sapeurs-Pompiers de Fronton.
Services Techniques de la Commune de Fronton.
Communauté de Communes du Frontonnais.
Service de Police Municipale de Fronton.
Chargés chacun en ce qui les concerne, de l'application du présent arrêté dont une copie est transmise à l'entreprise.

ARTICLE 9

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Toulouse dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.

Fronton, le 31 octobre 2024.
Le Maire,



Hugo CAVAGNAC